

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 18 NOVEMBRE 1962

2^{ème} Circonscription - Saint-Dié

LISTE D'ACTION SOCIALE, LAÏQUE ET RÉPUBLICAINE
présentée par le Parti Socialiste S. F. I. O.

Électrices, Électeurs,

Au moment où une honteuse campagne mobilisant tous les moyens d'information de l'Etat — Radio, Télévision — s'acharne à dénigrer tous les partis, qu'on se souvienne déjà des violences d'il y a quatre ans, à notre égard.

Il y a quatre ans, aux Elections du 23 Novembre 1958, le Parti Socialiste présentait un programme dont il est fier de dire qu'il y reste fidèle.

COMBIEN PEUVENT EN DIRE AUTANT ?

Faites un retour en arrière et vérifiez si l'homme que vous avez désigné au Parlement pour vous représenter est dans ce cas ! Vérifiez par exemple, si sur le problème algérien qui était alors la question essentielle à résoudre, il tenait les propos qu'il vous adressera aujourd'hui.

QUI A CHANGÉ ? LUI OU NOUS ?

En qui placer sa confiance ? En l'aventure qu'on vous repropose ou en des hommes fidèles à un idéal depuis longtemps connu ?

L'existence de partis politiques, comme le nôtre, est l'accomplissement normal de tout régime démocratique, de la même manière que le parti unique — qu'on tente de vous imposer — a été et est toujours le corollaire des régimes de dictature.

Pendant quatre ans, plus soucieux des véritables intérêts du Pays que de propagande, nous avons multiplié les initiatives et apporté tout notre appui à la réalisation de :

● L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE.

Si l'on nous avait écoutés et suivis en 1956, on aurait évité 6 ans de guerre inutile, des misères, et le départ angoissé de 700.000 personnes (qu'il faudra reclasser dignement) et on aurait permis une coopération effective qui semble bien compromise à l'heure présente.

● LA DECOLONISATION DE L'AFRIQUE NOIRE

... que préparait la loi-cadre de notre ami Gaston DEFERRE, Sénateur-Maire de MARSEILLE, contre laquelle se dressaient ceux qui devaient ensuite en revendiquer la paternité ; qui avaient raison ? Les Socialistes qui ont eu tort d'avoir raison trop tôt !

Par contre, pour rester fidèles à nous-mêmes, nous avons dû, pendant 4 ans, mener un combat incessant contre un gouvernement réactionnaire portant atteinte aux droits acquis

- des ANCIENS COMBATTANTS (suppression de la retraite) ;
- des ASSURÉS SOCIAUX (franchise de 3.000 francs — diminution du taux de remboursement des prestations) ;
- des VIEUX (détournement du produit de la vignette automobile dans le gouffre du budget général) ;
- des SALARIÉS ET DES PAYSANS (suppression de l'indexation des salaires des prix agricoles et des rentes — alors que la vie augmentait de 20 %) ;

Nos soucis d'hier restent nos préoccupations de demain :

- La SITUATION INTERNATIONALE impose la vigilance qu'affaiblit toute division du pays.
- La CONSTRUCTION DE L'EUROPE doit être révisée et poursuivie jusqu'à l'unité politique.
- L'EXPANSION ECONOMIQUE reprise et amplifiée.

— Les **TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CHAMPS** doivent obtenir satisfaction de leurs revendications justifiées (possible sans dépenses inutiles), et la **parité sociale** doit être réalisée.

— La **JEUNESSE** doit trouver des Ecoles, des Centres d'Apprentissage, des Universités assurant à tous un égal accès aux études et à la nation, la pleine disposition de ses valeurs humaines.

— Un **VERITABLE PLAN ECONOMIQUE ET SOCIAL** doit être élaboré, orienté spécialement vers le logement, le maintien du plein emploi, l'intégration des Rapatriés d'Algérie et l'amélioration du sort des Vieux.

— La **REPUBLIQUE DOIT ETRE DEFENDUE** et doit conserver son visage de régime démocratique assurant à tous ses citoyens la liberté individuelle de conscience, d'information, à tous aussi la chance d'une existence décente avec le fruit d'un travail correctement rémunéré, dans la paix civile et le respect des opinions que garantit notre Constitution si on veut bien la respecter.

Ce programme n'est ni trop vaste ni trop ambitieux si toutes les forces vives de la nation s'y consacrent, délaissant le jeu stérile des consultations répétées et inutiles qui ne peuvent tourner à la longue qu'à l'aventure.

**

Avec des millions de compatriotes, nous avons dénoncé :

— les **ATTEINTES** portées à l'unité du pays par la loi Debré anti-laïque et anti-nationale;

— les **INSUFFISANCES** de l'équipement scolaire et universitaire qui fait de la France un des Pays du monde qui consacre le moins de ses ressources à l'Enseignement, à l'Education, à la Recherche et qui **néglige ainsi délibérément l'avenir de sa Jeunesse**;

— Le **MANQUE DE CREDITS** pour la construction de logements suffisants et décents alors que les milliards favorisent le rêve de force de frappe atomique, hors de proportion avec nos moyens réels;

— la **SUPPRESSION** de certaines zones spéciales de reconversion industrielle;

— la **SUBSTITUTION** à notre conception d'une Europe intégrée, des alliances militaires dangereuses et anachroniques.

Bilan très lourd de **fautes** et d'**erreurs** d'un régime qui évolue — pour masquer ses contradictions et ses faiblesses — vers un système de **pouvoir personnel** appuyé sur le parti unique que veut créer l'ancien révolutionnaire communiste André MALRAUX et qui utilise à son profit exclusif tous les moyens d'information d'état.

Pendant 4 ans, les Socialistes au Parlement et dans le pays ont été les défenseurs des grandes conquêtes politiques et sociales si durement acquises et dont l'existence est menacée.

L'Arrondissement de Saint-Dié qui jusqu'en 1940 a toujours été représenté au Parlement par un vrai républicain, ne peut à l'occasion de ces élections, qu'envoyer à la Chambre un défenseur de la Démocratie. Pensez à Jules Ferry, à Paul Elbel... Alors vous élirez un Démocrate sincère.

Que chacun sache que je ne suis pas un « parachuté » ma famille habite Saint-Dié depuis plus 400 ans, seuls les impératifs de ma situation première m'ont retenu jusqu'ici à Paris.

Combattant volontaire pendant la dernière guerre, je n'ai pas honte de rappeler que mon père, Magistrat en 1940, a refusé de prêter serment de fidélité à Pétain.

Alors, j'ai confiance en votre verdict... Je sais que les Vosgiens, que les Républicains sauront, en m'apportant leurs suffrages, prouver qu'ils restent attachés aux libertés garanties par une véritable Démocratie Sociale.

Vive l'Arrondissement de Saint-Dié !

Vive la République !

Vive la France !



Pierre COLIN

Administrateur retraité de l'Assemblée de l'Union Française

Capitaine de Réserve

Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 1939-45

Croix du Combattant Volontaire

Commandeur du Mérite du Travail - Palmes Académiques.

Remplaçant éventuel : Louis AUBRY

Maire de Sainte-Marguerite

Vu, Les Candidats